

Kaven Benoît, fils d'agriculteur, professeur au secondaire et diplômé en Science politique (14 janvier 2007)

---

Le milieu agricole n'est pas à ses premières difficultés. La détresse qui habite plusieurs agriculteurs n'ira pas en s'estompant si rien n'est fait pour redresser la situation. Pour assurer la pérennité de l'industrie agricole et maraîchère du Québec, il faut absolument cesser de défendre plusieurs dossiers sans savoir réellement où on s'en va. Pour que les agriculteurs en possession des meilleures terres du Québec (qui sont d'ailleurs malheureusement près des zones urbaines, surtout au sud du 46ième parallèle) puissent en acquérir de meilleures, il faut arrêter le dézonage des terres agricoles dans toutes les régions étant en proie à l'émiettement par les projets municipaux ou domiciliaires; mais surtout la spéculation immobilière en milieu agricole qui empêche les agriculteurs près des zones urbaines à acheter à un prix raisonnable les terres dont ils ont besoin. Après tout cela, quand tout le système de base sera en place, on pourra montrer à plusieurs agriculteurs qu'il y a un avenir solide puisque leur milieu est protégé et que leur patrimoine est reconnu comme un élément garanti; sinon ils ne peuvent que céder devant l'avancé rapide du monde urbain.

Un autre point est pour tout agriculteur respectant les modalités financières un prêt de 250 000\$ et moins sans intérêt lui étant octroyé par l'appui du gouvernement. Donc, où il fait des affaires, l'agriculteur pourra recevoir un tel prêt s'il parvient à faire les paiements mensuels et à démontrer une clairvoyance dans son plan d'affaires.

Un salaire, dépendamment de la grosseur et de la viabilité de l'entreprise, à raison d'un maximum de 50 000\$ net (pour un agriculteur/trice célibataire) ou 75 000\$ net (en couple), afin de parvenir à soutenir les agriculteurs/trices déjà en place et à assurer et conscientiser une relève apte à faire face aux changements mondiaux et locaux.

Enfin, un syndicat des employés et ouvriers en milieu agricole où il faut être soit un employé (vacher, technicien agricole, conducteur de véhicules lourd, etc.) ou un ouvrier (machiniste agricole, soudeur, réparateur d'équipements lourds, etc.) --ou même les deux!-- pour y faire parti et d'avoir travaillé au péalable pendant 26 semaines complètes et continues. Un tel syndicat demanderait des frais d'environ 30\$/mois pour l'une ou l'autre des catégories et de 40\$/mois pour celui ou celle qui cumule les deux fonctions; premièrement, afin d'être protégé en cas d'accidents et d'invalidité et, deuxièmement, ainsi de parvenir à se qualifier en tant que bénéficiaires grâce aux moyens possibles d'aide à l'emploi et/ou chômage puisqu'un bon nombre d'entre eux/elles ont des emplois précaires et/ou saisonniers. Un tel syndicat aurait aussi la tâche d'être une "banque d'emplois" si des agriculteurs/employeurs recherchent du personnel efficace et qualifié.

J'aurai évidemment plusieurs autres idées, mais pour l'instant je crois que ces quelques points sont très importants. Ensuite, sans toutefois les oublier, il faudra s'attaquer aux problèmes croissants des substances laitières modifiées et de l'ouverture aux frontières à chaque années plus accrue aux produits laitiers, aux ovoproduits (oeufs), etc. À ce moment, nous serons assez forts pour rétablir notre présence exclusive dans les marchés locaux.